



Compte rendu

Hambourg – Allemagne – Lundi 25 février 2019

Résumé

Le grand débat a une nouvelle fois tenu ses promesses à l'Institut français de Hambourg en Allemagne. Une cinquantaine de participants a fait le déplacement pour une discussion de qualité, en deux ateliers, qui nous a permis d'aborder tous les sujets.

Si chaque atelier a abordé les quatre grands sujets du débat, le groupe 1 a mis l'accent sur les questions d'énergie, d'éducation et de laïcité, alors que le groupe 2 a davantage échangé sur la démocratie et la citoyenneté, la confiance et l'écologie.

Accueil et présentation de la soirée

Le député Frédéric Petit et les trois conseillers consulaires présents, Marie-Christine Kliess, Nicolas Stallivieri et Henri Zeller, accueillent les participants et présentent le déroulement.

Il est rappelé que le grand débat national est un processus plus large que cette simple soirée, qu'il se tient également sur le site www.granddebat.fr où l'on peut apporter sa contribution, mais aussi entre citoyens ou à l'occasion d'autres réunions qui peuvent être organisées à tout moment.

Pour des raisons pratiques, les participants sont divisés en deux groupes. Ils sont libres d'aborder les questions qu'ils souhaitent, dans le respect des opinions de chacun. Les modérateurs veillent à la qualité des discussions et proposent de suivre les thèmes suggérés par les organisateurs du débat pour maintenir un fil conducteur.

Groupe 1

Le modérateur propose un déroulement des thèmes : transition écologique (notamment énergie et éducation à l'écologie), fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'Etat et services publics, démocratie et citoyenneté (y compris laïcité et immigration).

A. Synthèse des débats et des propositions du groupe 1 :

Axe « transition écologique »

Energie : Débat assumé sur le nucléaire, avec une majorité de participants défavorables à ce mode de production d'énergie

Mobilité et vie en ville :

- consensus sur la nécessité de développer en France les pistes cyclables et les systèmes de vélo
- proposition de développer le réseau de train
- moins de consensus sur la voiture électrique en revanche

Axe « fiscalité et dépenses publiques »

Est relevé de manière très large un manque d'écoute et de clarté de l'administration fiscale française, des dysfonctionnements et difficultés, notamment dans la prise en compte de changements de situation et dans le manque d'adaptation de l'administration

Propositions :

- Rétablir l'impôt sur la fortune
- Taxe sur les transactions financières
- taxe robots
- taxe sur le fret, les marchandises par bateau, les transports
- flat tax européenne de 15%

Axe « Organisation de l'Etat et services publics »

Services publics à l'étranger : Les procédures liées au passeport et à la CNI sont unanimement considérées comme trop compliquées, trop lourdes, avec un manque de flexibilité et d'efficacité des services consulaires français

Propositions :

- Développer les procédures administratives en ligne
- Sur le millefeuille administratif : réduction du nombre de collectivités et de fonctionnaires, mais aussi demandent de maintenir les services publics dans les zones les plus reculées

Sur la fonction publique :

- Critique du pouvoir de la haute fonction publique
- Volonté de ne mettre fin à la division et aux conflits entre travailleurs du privé et du public
- Consensus pour améliorer l'efficacité et si besoin réduire le nombre des fonctionnaires qui travaillent dans des bureaux, ministères et administrations

Sur la jeunesse et l'éducation (autre thème lié aux services publics)

- Débats sur le rôle de l'Etat dans l'éducation et sur la laïcité
- Débat sur le niveau des élèves et des enseignants
- Remarque sur le scandale du droit à la garde d'enfant par des parents étrangers en Allemagne

Axe « Démocratie et citoyenneté »

- Défenses du RIC

- Débat sur le droit de vote des Français à l'étranger (absence de consensus)
- Regrets sur la politisation et la faible représentativité des syndicats français
- Présentation éclairante sur le modèle suisse de démocratie
- Remarques sur l'immigration et le besoin de modifier profondément l'aide au développement apporté à l'Afrique

/

B. Verbatim du déroulement de la discussion du groupe 1 :

Prises de parole en ouverture

Un premier tour permet de relever des sujets spécifiques aux Français de l'étranger que les participants souhaitent également aborder au cours de la soirée, notamment :

- La fiscalité des Français à l'étranger : « il est difficile quand on rentre en France d'avoir les mêmes droits »...
- ...« On est des parias » par exemple : « je suis allé trois fois aux impôts à Paris, on m'a dit «Vous n'avez qu'à rester en Allemagne » »
- La démocratie : « je pense que les Français de l'étranger ne sont pas écoutés, c'est pas évident de se faire entendre »

Thème 1 : Echanges sur la transition écologique et énergétique

- **Sur l'énergie, et en particulier sur le nucléaire**

Intervention d'une participante : Nous avons 58 centrales nucléaires en France, environ 700 incidents tragiques dont on ne parle pas. Ça n'est pas un si bon marché. Personne au monde ne sait quoi faire avec les déchets nucléaires. Nous avons l'illusion du nucléaire peu cher.

Remarque d'une participante : Au moment des problèmes au Japon [Fukushima], j'ai comparé la TV allemande, britannique et française, avec les mêmes images on disait le contraire, on se sentait manipulé.

Remarque d'une participante : C'était la même chose à Tchernobyl. Tout s'était « arrêté à la frontière » !

Remarque d'une participante : Je me rappelle que Pujadas parlait de la chaîne humaine autour de Fukushima en disant qu'il y avait « beaucoup de d'Allemands, de Suisses et d'étranger qui étaient là », mais sans dire pourquoi. Je crois que la société allemande est beaucoup plus sensibilisée...

Réaction d'une participante : ... Mais avec beaucoup d'émissions dans le charbon. On lit que les gens qui travaillent dans le nucléaire sont radioactifs, on dit beaucoup de chose, mais ça n'est pas exact. Vous pouvez visiter les centres d'enfouissement nucléaires en Suède, ils sont très sûrs.

Réactions vives et spontanées entre participants sur la sûreté – ou le manque de sûreté – du nucléaire et son danger sur les vies humaines, qui continuent comme suit...

Réaction d'un participant : Je respect vos compétences dans le nucléaire, mais votre génération a une responsabilité sur les générations à venir. Il a été détecté qu'il y a un taux de cancer relativement élevé dans les régions dans lesquelles il y avait des essais, par ex. la Polynésie.

Réaction d'une participante : Je vais prendre un exemple concret : Greenpeace a fait passer trois drones au-dessus de centrales, des drones en forme de Batman – mais que faire si un jour c'est autre chose qu'un drone en forme de Batman qui vient ?

Remarque d'une participante : Mon expérience est que tout est possible. J'ai assisté à des explosions d'usine que l'on disait très sécurisée (par ex. usine AZF Toulouse).

Remarque d'une participante : Il y a un autre aspect : est-ce que ça nous impacte tous les jours ? En tant que Français de l'étranger on est aussi un vecteur, on peut débattre avec des Allemands

Rappel du modérateur : Il existe un office franco-allemand de la transition énergétique qui fournit des analyses et des informations comparées France-Allemagne.

Analyse : Je crois qu'il y a une différence profonde vis-à-vis du nucléaire en Allemagne. La France en l'état actuel ne pourra pas couvrir tous ses besoins en 20 ans. Je pense que l'hydrogène sera une des solutions du futur.

Remarque d'une participante : A côté du mix énergétique, nous devons être conscients de notre manière de consommer. Les sources d'énergie du futur sont de toute façon mixtes...

Remarque d'une participante : ... et les ressources sont limitées.

- **Sur la mobilité, les comportements individuels et la vie en ville**

Modérateur : Qu'est-ce qui pourra nous pousser au changement de comportement ?

Intervention : A Hambourg, j'utilise journallement les transports en communs, et j'ai l'impression qu'il manque une volonté politique en France pour changer les modes de transport.

Remarque : Qu'est-ce qui change les comportements ? C'est l'offre, tout simplement. Quand j'explique à mes collègues français que j'ai refusé une voiture de fonction pour prendre une BahnCard 100 [*abonnement mensuel ou annuel permettant de bénéficier des transports en train gratuit dans tout le pays*], ils ont du mal à comprendre : je sais que l'offre en Allemagne me permet d'être mobile dans tout le pays. Remarquez les problèmes sur les petites lignes de train en France. Même les transports en commun à Paris, ils sont bondés. Faites une offre de service correcte, et les comportements changeront.

Remarque : On apprécie aussi les pistes cyclables séparées, pas seulement en ville, aussi à l'extérieur.

Remarque : A Toulouse, on pourrait très facilement développer le vélo comme moyen de transport.

Remarque : Hambourg dispose de plus de 400 points de relais pour les vélos.

Remarque sur la pollution : Il y a plus de verdure à Hambourg qu'à Paris.

Remarque sur les comportements qui mènent au gaspillage : Je connais une famille où le père travaillait à EDF. Ils avaient de l'électricité quasiment gratuitement, laissaient la lumière tout le temps allumé, cela conduit au gaspillage.

Rappel du contexte de l'urbanisme : Les urbanistes allemands n'avaient pas les mêmes possibilités qu'en France. En Allemagne, il y a des pans entiers des villes qui ont été bombardés pendant la guerre, ce qui a permis une autre planification. En France, on a des villes qui sont encore dans leur lancée historique, sans la même liberté de planification.

Remarque les zones non urbaines : En France, on a des distances à faire pour venir en ville. Sur l'articulation avec les transports en commun, on ne suite pas.

Réaction : Il y a des choix de gare de TGV qui ont été placés entre deux villes qui génèrent des coûts économiques importants avec la distance pour se rendre à la gare (Nancy-Metz, Aix-Marseille)

Intervention : Tesla propose des toitures (photovoltaïques) qui auto-alimentent les maisons. Je crois qu'il faut une autonomie énergétique, ne pas centraliser (comme avec le nucléaire), mais aménager chaque bâtiment.

Intervention : Je pense qu'il faut des solutions à l'échelle européenne, notamment des taxations et harmonisées au niveau européen.

Question : Qui a une voiture électrique ?

Remarque : La standardisation des voitures à essence dans toute l'Europe permet de voyager partout. Demain, pourra-t-on recharger également sa batterie électrique dans toute l'Europe ? Aujourd'hui il est difficile d'avoir une voiture électrique.

Remarque : Si on le veut, on peut s'organiser pour trouver des stations. Il manque seulement une volonté politique (pour développer la voiture électrique), c'est tout.

Remarque : On sait très bien que la voiture électrique n'est pas verte, il y a le problème des batteries.

Remarque : moi je regarde le transport à vélo et je trouve qu'en France il y a beaucoup de progrès à faire.

Intervention : Nous, Français de l'étranger, nous représentons aussi les Français, d'une certaine manière (lorsque nous visons à l'étranger et parlons avec les Allemands).

Remarque : Je me souviens des essais [nucléaires] de Mururoa. J'étais en poste en Allemagne, et tout le monde me demandait mon point de vue. En faisant ces essais, on a exporté le risque nucléaire. Pourquoi n'a-t-on pas fait ces « essais » sur nos côtes de Bretagne ?

Thèmes 2 : fiscalité et dépenses publiques

- **Concernant l'information et les rapports avec l'administration fiscale**

Intervention : on n'a pas de réponse. Les administrations françaises pensent que ça ne les regarde pas qu'on soit à l'étranger, je trouve ça arrogant, on n'a pas les informations.

Remarque : En Allemagne, les administrations ont l'obligation d'informer les citoyens, l'administration est là pour servir la population...

....**Réaction** : ...jusqu'à un certain point (sur l'information fiscale)

- **Sur les dysfonctionnements**

Témoignage de difficultés : En France, j'ai un jour pris un dépliant pour m'informer sur la taxe d'habitation. Il y avait des informations sur de multiples cas particuliers et exceptions, mais il n'y avait pas de présentation de la règle générale !

Témoignage de difficultés : J'essaie depuis 2 ou 3 ans de changer d'adresse (d'informer l'administration fiscale française du changement d'adresse qui a eu lieu en Allemagne suite probablement à un déménagement) : je la donne à chaque fois et je reçois à chaque fois des courriers à une adresse différente (le changement n'est pas pris en compte).

Témoignage de difficultés : Un problème avec une voiture achetée en Allemagne. Au retour en France, l'immatriculation du véhicule a duré 3 ans ! (en raison des complexités administratives liées au pays d'achat et au pays d'origine du véhicule)

Remarque : Sur les dépenses de retraites, j'ai l'impression qu'il n'y a pas de coordination européenne des retraites....

....**Réaction** : sur les équivalences de retraites, ça fonctionne très bien, depuis la France et l'Allemagne, depuis longtemps. Les calculs des montants sont différents.

Intervention sur la qualité des services rendus aux usagers : Le question n'est pas combien on paye d'impôts, mais le rapport prix/ prestations de l'Etat. Par exemple avec la justice : en France, est-ce qu'on est bien servi quand on a un problème juridique ? La question est que fait l'Etat de nos impôts ?

Remarque sur la taille de la fonction publique : Il paraît qu'on a 25 % de nos personnels qui sont affiliés à des administrations, c'est énorme. Il y a peut-être pas mal de marges de manœuvres pour de meilleurs résultats avec moins de moyens.

Remarque sur la dépense publique : On pourrait aussi arrêter les subventions aberrantes, sur les énergies fossiles, sur certaines subventions agricoles (par exemple lorsqu'elles incitent les agriculteurs à pomper l'eau des rivières locales dans une région touchée par la sécheresse pour cultiver du maïs, qui est fortement demandeur en eau)

...**Réaction** : La politique agricole commune (UE) peut être réformée sur ce point.

- **Proposition de mesures fiscales**

Proposition de réforme fiscale : Je voudrais proposer qu'on remette l'impôt sur la fortune. Il faut le différencier complètement de l'impôt sur les gains individuels. L'ISF concerne la fortune privée des gens. On peut accepter que des gens gagnent jusqu'à 20 fois le salaire d'un ouvrier. On peut alors diminuer l'impôt sur l'investissement et sur l'emploi.

Remarques sur les services publics et proposition fiscale : On parle de nombreux fonctionnaires, mais la fonction publique doit être présente sur tout le territoire. Sinon on a deux classes, au désavantage de ceux qui sont hors des villes, à la campagne, etc.

Sur la fiscalité, qu'en est-il de la taxe Tobin ? Quand on parle ne serait-ce que de 0,01 %, on voit que ce sont des sommes faramineuses. C'est là où il y a de l'argent qu'il faut aller : les GAFA, la finance, etc.

...**Réaction :** j'ai lu un rapport qui disait que 80 à 90 % de la création de valeur était lié à la finance.

Autre proposition : on a parlé de « taxer les robots »

Autre proposition : Une autre idée est la taxe sur le fret, les marchandises par bateau, les transports, etc. Les entreprises comme Amazon font des profits énormes, mais rien ne rentre dans l'économie. Donc il faut trouver de l'argent pour financer les services publics et l'Etat.

Autre proposition : Est-il possible d'avoir une taxation uniforme en Europe ? Par exemple avec une taxe à 15 % partout, l'Europe serait très riche.

- **Le déficit et la dette publiques**

Intervention : Quand j'étais étudiant, on était à 80 % du PIB, aujourd'hui on est quasiment à 100 %. On pourrait se poser la question de l'énigme de la dette : avant Pompidou, on imprimait l'argent nous-mêmes.

Idée : Ne pourrions-nous pas mutualiser les dettes entre Etats et faire en sorte qu'elles s'annulent les unes les autres ? (par réciprocité)

Remarque : Il y a aussi un problème de démographie. Qu'est-ce que 100 euros de plus ou de moins ? Plus ou moins de sécurité pour vivre sa vie de famille ?

L'image que renvoie les médias de l'Allemagne n'est pas forcément celle que l'on voit sur le terrain, il y a aussi beaucoup de précarité. Le pays connaît une démographie inversée, peu de population active pour beaucoup de population vieillissante. Ça se traduit par l'accueil des réfugiés en Allemagne.

- **Scandale du droit à la garde d'enfant par des parents étrangers en Allemagne**

Il y a aussi la question des enfants binationaux : de nombreux parents ont des enfants qui sont captifs en Allemagne. Ils sont « germanisés de force », de manière contrainte, il y a 200 pétitions à ce sujet. => Problème du refus d'accord par les autorités allemandes des droits de garde d'enfants auprès de leur parent étranger, suite à un divorce, et ce sans prise en compte des liens affectifs et culturels de l'enfant.

Thème 3 : Organisation de l'Etat et services publics

- **Services publics à l'étranger, en consulat et ambassade**

Sur le droit de vote à l'étranger :

Remarque : il peut s'exercer dans sa commune en France, ou à l'étranger au consulat. « Je trouve dommage que l'on vote aux élections consulaires à l'étranger et pas dans sa commune en France. »

⇒ **Réaction :** « Nous, Français de l'étranger, on nous met de côté ».

Regret : « Dommage que les citoyens Européens qui habitent dans un autre Etat membre n'aient pas le droit de voter aux élections nationales de cet Etat, leur Etat de résidence. »

- ⇒ **Réaction** : « Je trouve ça normal, je vote à l'étranger aux élections locales et européennes, c'est normal, et aux législatives françaises je me déplace pour voter. »
- ⇒ **Approbation** : « Je suis d'accord »

Témoignage : Pour moi, j'ai fini par demander la double nationalité pour pouvoir voter ici et participer pleinement à la vie politique locale. La double nationalité ça a pris 8 ans quand même, avec une somme à payer !

Remarque : Ce qui je trouve qui est bien est qu'on a maintenant un député des Français de l'étranger. Si tous les Français résident en Allemagne s'inscrivaient sur les listes électorales consulaires, on aurait un député pour vous, spécifiquement pour les Français en Allemagne.

- ⇒ **Approbation** : Il faut expliquer aux gens qu'il faut s'inscrire au consulat.
- ⇒ **Approbation** : C'est très bien expliqué.

Autre point de vue : La France, c'est mes racines, je préfère voter en France. Beaucoup de gens ne s'inscrivent pas sur les listes électorales consulaires parce qu'ils veulent garder leurs racines.

Sur les procédures liées au passeport et à la CNI :

Autre remarque : Il y a des procédures trop complexes, le remplacement de la Carte nationale d'identité au consulat par ex. (date de validité prolongée, non-remplacement avant fin de validité du document, etc.)

Témoignage : Oui, la prolongation de la CNI pour 5 ans n'est pas reconnue par tous les pays. Je connais le risque de se faire coincer dans un aéroport à l'étranger.

Plusieurs remarques et réactions partagées sur la procédure de renouvellement du passeport français à l'étranger :

- « c'est trop compliqué »
- « c'est inadmissible »
- « coût » trop élevé
- « déplacement à Berlin »

Question : faire la CNI pour nos enfants ?

Idée : On devrait pouvoir faire 100 % des démarches sur internet (CNI, passeport...). Si on peut payer un impôt en ligne, pourquoi pas renouveler sa CNI en ligne ?

- ⇒ **Approbation** : Pourquoi avec les smartphones on peut mettre son empreinte, et pas pour les démarches en ligne ? *(Sans répondre, plusieurs participants montrent par leur expression du visage qu'ils ne sont pas convaincus des garanties de sécurité apportées par une procédure en ligne)*

Proposition : La CNI en forme de carte de crédit, ça serait bien aussi.

- **Millefeuille administratif**

Constat : En tant que Français de l'étranger, l'échelon territorial auquel nous sommes les plus attachés est le consulat.

Remarque : Il y a de très nombreux fonctionnaires en France

La distance est grande pour accéder aux services : on pourrait passer par l'ordinateur

On nous dit qu'il faut aller au consulat à Berlin : pourquoi n'est-il pas ouvert le samedi ? Ne peut-on pas adapter les horaires aux gens qui travaillent ? Est-ce que je dois prendre un jour de congé du travail et aller prendre le train pour Berlin à chaque fois que j'ai une démarche administrative à faire ? En deux ans à Hambourg, j'ai fait trois allers-retours à Berlin, c'est trop.

Demande : davantage de flexibilité dans les dates d'ouverture du consulat et dans l'accès

Thème 4 : Démocratie et citoyenneté

Remise en cause : Pourquoi toujours être représentés ?

Comparaison : Lorsqu'on a la double nationalité franco-suisse, en Suisse vous être informés tous les mois, on vous présente le pour et le contre, et vous votez sur 5 ou 6 sujets tous les mois.

Revendication : J'aimerais m'opposer à la politique de la France à l'étranger, par exemple à ses interventions militaires en Afrique – c'est impossible à faire quand le gouvernement français prend une décision, on ne peut plus s'y opposer.

Les syndicats :

Peu de gens sont syndiqués en France

Les syndicats sont politisés en France

En France, on ne peut rien faire sans l'avis des syndicats quand on change les lois, alors que les Français ne sont même pas syndiqués.

Pouvoir de la haute fonction publique :

Pour moi le problème de la France, c'est le problème de la représentativité. Il y a aussi des progrès à faire sur la transparence des lois et des textes, mais le vrai problème en France, c'est que les lois votées ne trouvent jamais de décret d'application. Donc où est le pouvoir en France ? A l'Assemblée ? Au Sénat ? A Matignon ? Vous vous trompez : il est chez les fonctionnaires de l'Etat, chez les gens qui ont fait l'ENA. **Proposition** : Il faut ABOLIR l'ENA, et aussi un renouvellement total de la haute administration à chaque changement de majorité, comme aux Etats-Unis.

Référendum d'initiative citoyenne :

Je trouve que ça répond davantage à l'ère du numérique, c'est cohérent avec notre époque.

Je propose le référendum d'initiative populaire, mais avec suffisamment de temps pour s'informer, avec des informations sur les sujets.

Fonctionnaires et administration :

J'ai des gens qui sont dans le privé et dans le public dans ma famille, et j'ai toujours été très choquée sur le fait qu'on nous monte les uns contre les autres. Dans la fonction publique hospitalière, ils en sont presque au Brun out, ils n'ont même pas le temps de faire grève. On cherche à opposer le privé et les fonctionnaires.

Moi, j'ai l'expérience inverse : des membres de ma famille proche étaient fonctionnaires, au ministère des anciens combattants, et je suis désolé, mais c'était tranquille quand on allait dans leurs bureaux, c'était pépère.

Le grand débat : comment ça va être traité ?

Je voudrais que les administrations en général se souviennent qu'elles sont au service des habitants, et pas le contraire.

On gagnerait à avoir des échanges avec des pays comme l'Allemagne où les administrations locales fonctionnent bien. On n'a pas vraiment le même socle de vie comme Européens franco-allemands.

Education

Je me demande quelle est le sens de composer l'éducation nationale de fonctionnaires. On peut comprendre que pour un examen de niveau commun à tous comme le bac on ait besoin de fonctionnaires (examen centralisé). Mais je ne comprends pas pourquoi un prof devant ses élèves devrait être un fonctionnaire.

⇒ Pour la laïcité

⇒ Réponse : je trouve que la laïcité est prise en otage en France, et c'est un dogme. Regardez par exemple les initiatives locales d'éducation dans le Sud, basées sur la langue d'Oc.

Moi, ce qui me choque, c'est pourquoi il faut un ministre de l'éducation nationale. On n'a pas besoin de changement de programme tous les 5 ans.

Je me demande pourquoi un pays comme la France est obligé de chercher des solutions tout seul. Par exemple la Finlande a les meilleurs résultats scolaires, on pourrait regarder pourquoi.

En Finlande, les conditions dans l'éducation sont toutes autres que ce qu'on trouve en France et en Allemagne.

Dans l'éducation, en Allemagne, le niveau des fonctionnaires est tout à fait différent. Par exemple le niveau d'anglais.

Le vrai problème, je pense, est le niveau des enseignants en France. On fait prof ou instit' quand on ne peut rien faire d'autre. Regardez les différences de niveau et les différences de salaire.

⇒ *Plusieurs vives réactions de désaccord dans la salle concernant le niveau des enseignants, notamment de la part des enseignants présents*

Les méthodes pédagogiques en France sont obsolètes, dépassées. Quand je suis arrivé en Allemagne, j'ai appris l'anglais en 6 mois. Il faut un renouvellement des méthodes.

Il faudrait revoir le niveau des élèves, accepter que des enfants qui n'ont pas le niveau puissent redoubler et ne pas chercher obligatoirement les 80 % (réaction : 90 % !) de réussite au bac pour une classe d'âge.

Le niveau d'éducation de ma génération (à l'époque) est sûrement plus élevé que pour la génération actuelle. (*Quelques réactions de désaccord*)

Le niveau a baissé en conséquence du flux migratoire que nous avons en Europe (*Réactions de désaccord*)

Le niveau d'éducation à l'étranger, notamment en Chine, a rattrapé l'Europe.

Je regrette le dirigisme et le manque de souplesse dans ces pays : la Corée du Sud ? La Chine ? Le Japon ? Le taux de suicide y est effarant. Le bac chinois est l'un des plus durs au monde. Moi je ne crois qu'on ne peut pas avoir cet objectif d'un monde écrasant, oppressant. Où est la place pour le développement de la personnalité ?

Moi je pense, c'est peut-être un peu par romantisme, mais dans les petites écoles on peut avoir un travail normal.

Les profs ne sont pas si mauvais, s'il y a peu de candidats, c'est peut-être parce que c'est difficile.

Quand on parle de 80 % de réussite au bac, on parle aussi du bac pro et du bac technique. Mais le niveau du bac général n'a pas baissé (*Plusieurs réactions de désaccord manifeste*)

Migrations et politique de développement (notamment en Afrique)

Les migrations posent la question de l'aide aux gens en détresse. Pour moi, le seul vecteur d'intégration reste l'éducation. L'intégration des adultes, c'est aussi possible. Je pense que l'Allemagne est un exemple.

Je trouve injuste les reproches faits à Merkel d'avoir accueilli 1,5 millions de réfugiés. Et qu'est-ce qu'un véritable Français ? (Comment le définir ?)... il y a toujours eu des migrations. Elles ont toujours apportées quelque chose. Maintenant on a aussi à apprendre d'autres pays.

Il y a une différence entre les migrations européennes et d'ailleurs. Ça demandera énormément de temps.

Moi je suis plutôt pour qu'on change notre politique envers l'Afrique. Ils sont taxés lourdement quand ils vendent leurs produits en France. Le Franc CFA est aussi un problème. Il y a aussi la question de l'annulation de la dette. Quand ils viennent d'Afrique noire, ils ne sont pas adaptés ici, ce n'est pas leur pays.

Un autre problème pour ce continent : la bourse de Londres impose les prix des matières premières à l'Afrique.

J'ai récemment visité le musée de l'immigration à Hambourg. Il est intéressant de voir les croyances des peuples qui migrent. Les Européens qui ont migré vers les Etats-Unis avaient des idées de richesses et de réussite. On peut faire un parallèle avec les Africains qui rêvent d'Europe, il y a de nombreuses fausses croyances. Par exemple dans le village où j'étais ils n'ont pas de loyer, et ils n'ont pas à acheter leurs terrains. Ils pensent que c'est la même chose en France.

Il faudrait que la politique vis-à-vis des pays africains change en France. On avait par exemple la Coface, qui servait en fait à payer les entreprises françaises qui allaient en Guinée, ce n'était pas du tout pour le développement de la Guinée... cette politique est nulle en France.

Il y avait un projet de créer un énorme parc éolien dans l'Atlas, les banques avaient refusées de payer pour l'investissement. Il y a aussi le soleil de l'Afrique (potentiel pour le photovoltaïque).

*

Groupe 2

Résumé des travaux de cet atelier par le modérateur Nicolas Stallivieri, conseiller consulaire : Nos échanges se sont concentrés autour des thèmes apportés par chacun des participants mais en particulier sur l'état de la démocratie et l'organisation de l'Etat, de ses institutions et de ses administrations (notamment : vote blanc, modes de scrutin, non-cumul des mandats.)

Trois mots reviennent souvent et s'imposent : confiance, partage et transparence... de l'action publique, des comptes publics, des processus décisionnels (à rendre plus locaux, horizontaux et participatifs), de l'information, des idées et des bonnes pratiques.

Autre grand sujet de débat : la transition écologique, qui de l'avis de beaucoup doit être une transition énergétique et environnementale mais aussi sociale et solidaire. Elle pourrait s'appuyer sur des solutions pour une mobilité plus verte comme la densification du réseau ferroviaire ou le développement de modes de transport moins consommateurs d'énergie fossile.

C'est probablement sur ce thème qu'a été avancée la proposition la plus originale de la soirée : celle de faire du Premier Ministre le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire.

Prise de note : Claire Fuchs

Premiers échanges

Tour de parole sur les motivations qui ont poussé à venir à ce débat :

- Curiosité de voir comment un débat se déroule
- Curiosité de savoir comment les Français de l'étranger pensent avec le recul géographique
- Participer à ce qui se passe en France

- Envie de participer en tant que prof de français pour transmettre aux élèves

Avons-nous, les Français de l'étranger, l'impression de vivre dans le même contexte qu'en France ?

- Dans le groupe pas de compréhension envers les gilets jaunes à cause de la longueur du mouvement, sentiment de colère

- Les revendications des gilets jaunes sont justes mais les débordements ont mis de côté ce qu'ils demandaient au début. Ne pas avoir de représentant est une erreur.

- Forme et violence du mouvement sont dûes au fait de ne pas se sentir entendu. Avant tout un problème politique. Les autres pays européens ont peur de voir le mouvement arriver chez eux.

Intervention du député Petit

Les gilets jaunes : le mouvement vient de très loin

Fracture de la société, sociale et politique

Rejet de l'élite

Clivage gauche/droite

Conséquences de la crise économique de 2008

=> enjeu du grand débat : les citoyens doivent être capables de se réattribuer le destin du pays.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Problème : l'Assemblée Nationale ne représente pas les Français. Raisons : mode de scrutin à la proportionnelle et les votes blancs

Propositions : -pas de proportionnelles intégrale mais mixte, 40%

-Reconnaissance des votes blancs : si les votes blancs représentent plus de 50% des votes exprimés, les élections sont annulées et les candidats n'ont pas le droit de se représenter.

-Vote blanc à distinguer de l'abstention

- Que penser du vote obligatoire ?

-Améliorer la représentativité, un réel problème.

-Culture de la république commence à l'école. Cours d'instruction civique.

-Sénat : seule forme de contre-pouvoir.

-Pour les deux assemblées : tirage aléatoire de citoyen pour engager le citoyen dans le processus de l'état. (Comme les jurés d'assises)

-Assurer la représentativité sociale et professionnelle des élus.

-Parité Homme/Femme.

-Parité socio-professionnelle, découpage des circonscriptions non géographique mais professionnel.

-Quota minimum d'étudiants à l'AN. Quota : on en a besoin, mais il faut un mélange d'experts et de novices.

-Protéger les personnes dans un statut d'élu (salaire, système de réintégration dans la vie professionnelle après mandat, moins de responsabilités pénales).

-non cumul dans le temps, pas de carrière professionnelle en tant qu'élu. Un à deux mandats, puis retour dans la vie professionnelle.

-mandats plus longs mais moins renouvelables.

-Pour la présidence de la république : proposition de mandat unique de 7 ans.

-Élections parlementaires tous les 5 ans et dissociées des présidentielles.

- Casier judiciaire des candidats doit être vierge : exemplarité.
 - Transparence des lobbys pour éviter tout conflit d'intérêt.
 - Redonner les pouvoirs aux deux assemblées pour évaluer le travail du gouvernement.
 - Nécessité de contrôler l'appareil de l'état par quelqu'un qui n'en fait pas partie.
 - Instauration du service nationale obligatoire. Problème pour les Français de l'Étranger.
 - Besoin d'une 6ème République ? et pourquoi pas une grande institution européenne.
- Trop d'échelons administratifs en France.
- Réduire le nombre de régions. Pourquoi avoir des régions et des départements ?
 - Abolir l'échelon départemental et réduire le nombre de communes en formant des agglomérations de communes avec des moyens pour fusionner avec un minimum de services publics. Les responsabilités du département ne doivent pas automatiquement aller à la région. Les communes doivent garder des services.
 - Renforcer les échanges entre l'État et les maires.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Associer la fonction du Premier Ministre avec environnement, égalité sociale et transition solidaire.
- Un prix du carbone visible doit s'ajouter aux valeurs s'échangeant sur les marchés commerciaux.
- Problème écologique doit être un problème transversal pour tous les ministres. Penser la dimension écologique dans toutes les décisions.
- Défiscalisation de tout projet sans émission de carbone.
- Introduction d'une taxe sur le kérosène comme aux Pays-Bas.
- Utilisation de la taxe sur les produits pétroliers pour moderniser les voies ferroviaires, refaire circuler les trains régionaux et rendre les transports en commun disponibles partout.
- Faire disparaître à moyen terme les camions de la circulation routière.
- Changer la politique des prix des transports. Sur les moyennes distances et au niveau européen, le train doit être moins cher que l'avion.

FISCALITÉ

- Supprimer l'ISF qui ne suffit pas à éradiquer la pauvreté en France.
- Pourquoi fiscaliser la plus-value à la vente de la résidence principale => frein à la mobilité
- répartition plus juste de la fiscalité : agrandir l'éventail des tranches fiscales et élargir l'assiette de l'impôt.
- diminuer les taxes, en particulier la TVA.
- produits de première nécessité : TVA à 0%
- produits de luxe avec une TVA plus élevée
- Introduction d'une TVA sur le carbone du produit.